



EESC Info

European Economic and Social Committee

A bridge between Europe and organised civil society

September 2023 | FR

Available Languages:

ES	BG	CS	DA	EN	DE	ET	FR	EL	GA	HR	IT	LV	LT	HU	MT
NL	PL	PT	FI	RO	SK	SL	SV								

ÉDITORIAL

Éditorial

Chères lectrices, chers lecteurs,

Bienvenue à nouveau! La pause estivale est terminée.

J'espère que vous en avez profité et que en vous en revenez détendu(e)s et énergisé(e)s en vue des mois chargés qui nous attendent. Alors que nous entrons dans une phase critique pour l'UE, les principaux accords et lois devant être finalisés avant que la campagne des élections au Parlement européen ne prenne de l'ampleur, le CESE entend traiter les questions urgentes qui figurent à l'ordre du jour de la société civile.

À l'issue d'un été marqué par des vagues de chaleur sans précédent, des incendies de forêt dévastateurs et des inondations dans l'UE, il est très clair qu'une action urgente est primordiale. L'Europe a cruellement besoin d'un plan d'action global sur l'eau. Le CESE travaille à l'élaboration d'un avis transversal visant à garantir un financement, des infrastructures et une stratégie adéquats dans le domaine de l'eau, garantissant ainsi l'accès de tous à l'eau potable. Tout comme le pacte vert est devenu synonyme de l'engagement de l'Union en faveur de l'action pour le climat, le nouveau pacte bleu doit viser à redéfinir les critères de référence mondiaux pour une gestion durable de l'eau.

Il est intéressant de noter que les citoyens de l'UE ont demandé une mise à jour des règles de l'UE en matière d'eau potable il y a plus d'une décennie. Le potentiel de l'initiative citoyenne européenne (ICE) reste inexploité et nous devons collectivement améliorer notre capacité de réaction aux préoccupations des citoyens. C'est pourquoi, lors de notre session plénière de septembre, nous entendrons les organisateurs de l'ICE «Pas de fourrure en Europe», qui a recueilli 1,5 million de signatures dans l'ensemble de l'UE. La plénière débattera également d'une révision ciblée du budget de l'UE, qui a été confrontée à une crise imprévue nécessitant une adaptation rapide et efficace pour répondre aux nouvelles priorités urgentes.

Il faut continuer à servir de porte-parole à la société civile, et de ce point de vue, l'engagement pris dans mon manifeste politique d'amplifier la voix des jeunes reste primordial. En juillet, le CESE est devenu la première institution de l'Union à mettre en œuvre l'évaluation d'impact de l'UE du point de vue des jeunes, une étape importante qui témoigne de mon attachement à cette cause. Je tiens à remercier tous les membres du CESE pour leur soutien à l'adoption de cette décision cruciale. Pour aller plus loin, nous mettons actuellement en place un «groupe sur les jeunes» au CESE et sélectionnons des avis en vue du premier cycle de ce que l'on appelle aussi le «test jeunesse».



Les prochains mois verront également le renforcement des liens avec la société civile au-delà de nos frontières, en particulier avec les pays candidats à l'adhésion à l'UE. Le CESE a intensifié ses relations avec les pays candidats afin que nous puissions les associer à notre travail quotidien. Notre récente session plénière a réaffirmé cet engagement et le prochain Forum de la société civile des Balkans occidentaux est prometteur. Il aura lieu à Thessalonique, la ville même où l'avenir européen des Balkans occidentaux a été affirmé il y a vingt ans.

Dans le même temps, nous nous préparons à l'exercice démocratique le plus important de l'Union, à savoir les élections au Parlement européen de juin 2024. Dans ce contexte, permettez-moi d'attirer votre attention sur l'initiative «EurHope» et sur une consultation en ligne qui définira le programme pour la jeunesse avant les élections. Il est essentiel de pouvoir compter sur le soutien de la société civile pour recueillir la voix des citoyens européens, de façon à renforcer la résilience démocratique et à façonner l'avenir de l'Europe.

Oliver Röpké

Président du CESE

À VOS AGENDAS

25 septembre 2023

Journée européenne du bio – Cérémonie de remise des prix européens du bio 2023

30 septembre 2023

14^e Prix de la société civile décerné par le CESE – délai de soumission des candidatures

25-26 octobre 2023, Bruxelles

Session plénière du CESE



DROIT AU BUT

Les matières premières critiques sont au centre du débat public en Europe depuis un certain temps déjà. Les perturbations des chaînes d'approvisionnement internationales dues à la pandémie de COVID-19 et

aux confinements ont confronté l'industrie et les décideurs politiques de l'Union européenne à une dure réalité, à savoir la nécessité de garantir la sécurité de l'approvisionnement en matières premières critiques pour mener à bien la transition vers une économie sans carbone.

Tandis que les colégislateurs de l'Union s'apprêtent à entamer les débats et les négociations autour de la législation sur les matières premières critiques, **Maurizio Mensi** et **Michal Pinter**, respectivement rapporteur et corapporteur de l'avis du CESE consacré au projet de règlement, présentent les mesures à prendre pour faire en sorte que ce dernier réponde effectivement aux besoins de l'industrie européenne.



LÉGISLATION SUR LES MATIÈRES PREMIÈRES CRITIQUES: CE QUI N'EST PAS ENCORE CRITIQUE AUJOURD'HUI POURRAIT L'ÊTRE DEMAIN

par **Maurizio Mensi et Michal Pinter**

La liste des matières premières critiques ne doit pas être figée et doit pouvoir être revue tous les deux ans, de manière à rester en phase avec les évolutions technologiques et stratégiques.

Seule une stratégie européenne audacieuse et globale associant l'investissement, l'innovation, le recyclage, la durabilité et la sécurité d'approvisionnement pourra résoudre la pénurie en matières premières critiques qui touche l'Europe. La législation de la Commission européenne sur les matières premières critiques est la bienvenue, en ce qu'elle assure l'intégralité de cette mission. Elle contribue également à prévenir

les éventuelles distorsions de concurrence et la fragmentation du marché unique.

À l'heure actuelle, l'Union européenne dépend, pour les nombreuses matières premières dont elle a besoin, d'importations allant de 75 % à 100 %, ce qui la rend économiquement et stratégiquement vulnérable (voir l'interdiction des exportations de gallium et de germanium récemment introduite par la Chine).

La popularité croissante des technologies propres (véhicules électriques, batteries, systèmes solaires photovoltaïques, etc.) est à l'origine d'une grande partie de la forte augmentation de la demande en matières premières critiques observée entre 2017 et 2022, le secteur de l'énergie étant le principal levier du lithium (dont la demande a plus que triplé), du cobalt (+ 70 %) et du nickel (+ 40 %). Dans ce contexte, il va de soi que la sécurité économique même de l'Union européenne dépend de la sécurité de son approvisionnement en matières premières critiques, étant entendu que les risques dans ces chaînes d'approvisionnement affectent l'ensemble de l'économie et du marché unique.

Le CESE estime que la première chose à faire est de garantir un cadre juridique prévisible et stable pour attirer des investissements non seulement dans l'exploration et l'extraction des matières premières, mais aussi dans le traitement et le recyclage (qui peuvent fournir des quantités importantes de cuivre, de lithium,

de nickel, de cobalt et d'autres minéraux précieux provenant de piles usées, de déchets miniers, etc.).

Deuxièmement, nous avons besoin d'une liste de matières premières critiques qui ne soit pas figée, et puisse être facilement adaptée et mise à jour au minimum tous les deux ans. En effet, outre les matériaux énumérés comme stratégiques ou critiques dans la législation proposée, il en existe d'autres qui ne sont pas critiques pour le moment, mais pourraient le devenir à moyen ou à long terme. L'importance stratégique des divers matériaux devrait également être évaluée à l'échelon sectoriel, de manière à refléter la demande dans les différents types d'industries.

En troisième lieu, nous devons garantir un large soutien de la part du public. L'expansion des industries extractives, de transformation et de recyclage créera de nouveaux emplois et favorisera le progrès économique. Dans l'Union européenne, le secteur des matières premières fournit directement environ 350 000 emplois, et plus de 30 millions d'emplois dans le secteur manufacturier dépendent de l'accès aux matières premières minérales. Or, l'acceptation par le public ne saurait être considérée comme acquise. Pour garantir à l'Union européenne un approvisionnement durable en matières premières et en matériaux avancés, plus d'1,2 millions de nouveaux emplois seront nécessaires d'ici à 2030. Il est essentiel de soutenir le développement des compétences dans le monde universitaire, mais aussi dans le secteur des matières premières et dans les administrations publiques des États membres, en prenant des mesures destinées à la fois aux travailleurs de ce secteur et aux fonctionnaires.

Un autre élément essentiel consiste à garantir l'accès à une électricité fiable et non fossile, en quantité suffisante et à des prix compétitifs. Le CESE souhaiterait assister à une réforme des fonds disponibles en vue de soutenir la phase de commercialisation et couvrir les coûts de fonctionnement, au lieu d'accorder une priorité à la phase R &D de nouveaux projets stratégiques, comme c'est le cas aujourd'hui. Cela aiderait l'Union européenne à répondre aux ambitions de la loi américaine sur la réduction de l'inflation.

Nous devrions également soutenir les marchés des matières premières secondaires, à l'aide de mesures visant à créer des marchés performants et à réduire au minimum les pertes de déchets ferreux. De fait, les marchés des matières premières secondaires sont essentiels à une économie circulaire et pourraient tirer profit de la suppression des obstacles réglementaires, économiques ou techniques qui surviennent à différents stades de la chaîne de valeur.

Le CESE suggère que les financements publics soient plus facilement accordés si les extractions s'appuient sur des études économiques et environnementales préliminaires évaluant leur impact au regard de la pollution. C'est pourquoi il est nécessaire d'assurer une coordination avec les règles en matière d'aides d'État. En outre, certains des instruments de l'Union en matière d'ententes et d'abus de position dominante devraient être adaptés pour contribuer à la réalisation des objectifs de cette législation, tout en évitant les distorsions injustifiées de la concurrence sur le marché intérieur (par exemple, le cadre de contrôle pourrait être appliqué de manière plus souple aux concentrations, en tenant compte non seulement des objectifs du pacte vert, mais aussi des objectifs de la législation sur les matières premières critiques).

Enfin, des mesures efficaces de défense commerciale seront nécessaires pour protéger les nouveaux investissements européens, et garantir des conditions de concurrence équitables avec d'autres acteurs importants. Afin de diversifier les sources extérieures de matières premières critiques, l'Union européenne devrait envisager des partenariats et des accords de coopération, y compris avec les pays candidats à l'adhésion à l'Union, en finançant des projets visant à développer des campagnes de prospection sur de nouveaux sites sélectionnés et/ou dans des friches industrielles minières. Ces types de partenariats pourraient être conclus sous réserve que les pays candidats s'engagent à mettre plus rapidement leurs politiques environnementales en conformité avec la législation et les normes de l'Union européenne.

«UNE QUESTION À ...»



Une question à...

Dans notre rubrique "Une question à...", CESEinfo a demandé au rapporteur Javier Doz de parler de la proposition de nouvelles règles de gouvernance économique de l'UE.



«Nous devons aller au-delà du pacte de stabilité et de croissance»

CESEinfo: Quelle est la position du CESE concernant la proposition de la Commission sur la nouvelle gouvernance économique?

Javier Doz: La Commission a formulé cette proposition compte tenu de l'expiration prochaine, en janvier 2024, de la clause dérogatoire générale du pacte de stabilité et de croissance (PSC), des niveaux élevés de déficit et de dette de nombreux États membres de l'UE à la suite de la pandémie et, probablement, à partir d'une réflexion critique sur les conséquences négatives de la mise en œuvre rigide des dispositions du PSC sur la gestion politique de la grande récession.

La proposition, tout en maintenant les plafonds de déficit et de dette (respectivement 3 % et 60 % du PIB), permet d'assouplir et de différencier, en fonction de la situation des États membres, la manière de réaliser ces objectifs et les délais correspondants.

De plus, les règles sont simplifiées, le taux de croissance des dépenses primaires nettes devenant l'indicateur clé, excluant ainsi l'intérêt de la dette, les allocations de chômage et les dépenses financées par des mesures discrétionnaires ou des fonds européens. La principale nouveauté est l'introduction de plans budgétaires et structurels nationaux d'une durée de quatre à sept ans, qui seront négociés entre chaque gouvernement et la Commission et qui devront prévoir des réformes structurelles.

Le 26 avril, la Commission a publié deux propositions de règlement et une proposition de directive qui modifient les objectifs du PSC en matière de coordination des politiques économiques et de supervision budgétaire, la procédure concernant les déficits excessifs (PDE) et les exigences applicables aux cadres budgétaires. À la suite des pressions exercées par le gouvernement allemand, il a été introduit un certain nombre de dispositions plus strictes que dans la communication publiée au mois de novembre, avec notamment l'obligation, pour les pays affichant un niveau de déficit supérieur à 3 %, de réduire leur dette à un rythme de

0,5 % du PIB par an, et l'application automatique de la PDE pour les pays s'écartant du plan à moyen terme.

Si le CESE souscrit aux aspects essentiels de la proposition de la Commission, à savoir l'introduction de plans budgétaires et structurels nationaux différenciés et d'éléments de flexibilité dans le PSC, il estime cependant qu'il convient de maintenir les conditions figurant dans la proposition initiale de novembre et demande d'ouvrir un débat sur la nécessité d'aller au-delà du cadre de 1997.

Le CESE estime que l'on doit aussi examiner, entre autres questions, la possibilité de créer une «capacité budgétaire permanente» de l'UE afin de financer un éventail toujours plus large de «biens communs européens». Il considère que la participation des parlements nationaux, des collectivités locales et régionales, des partenaires sociaux et des organisations de la société civile à l'élaboration des plans budgétaires et structurels renforcerait l'«appropriation nationale» des engagements pris dans ces plans.

Le CESE juge nécessaire d'assurer un traitement différencié des investissements dans les plans budgétaires et structurels, en particulier dans les domaines de la transition écologique et de la défense, de renforcer les objectifs sociaux et en matière d'emploi dans les investissements et les réformes et de revoir en profondeur la méthode d'analyse de la soutenabilité de la dette et la participation des gouvernements nationaux et d'organismes budgétaires nationaux indépendants à la définition de la «trajectoire technique» de réduction de la dette.

DEVINEZ QUI EST NOTRE INVITÉ



L'invité surprise

Journaliste français basé en Géorgie, notre invité surprise du mois, **Régis Genté**, se penche sur le conflit qui couve dans son pays d'accueil, alors que le monde a les yeux rivés sur l'Ukraine.

Régis Genté est journaliste indépendant et spécialiste de l'ex-URSS. Basé à Tbilissi depuis 2008, il couvre la Russie, l'Ukraine, le Caucase et l'Asie centrale pour plusieurs médias français, dont RFI, France24 TV et Le Figaro.

Il est également l'auteur ou le coauteur de plusieurs ouvrages, dont le récent «Volodymyr Zelensky — Dans la tête d'un héros» (2022), «Futbol — Le ballon rond de Staline à Poutine» (2018), «Poutine et le Caucase» (2014) et «Voyage au pays des Abkhazes» (2012). (dm)



La Géorgie, un autre front pour la Russie

La fin de l'année 2023 est le moment de tous les dangers en Géorgie. En décembre, le Conseil européen doit décider d'octroyer ou non le statut de «pays candidat» à l'UE à cette ancienne république soviétique.

En juin 2022, le Conseil avait refusé ce «statut» à la Géorgie, contrairement à l'Ukraine et à la Moldavie, du fait de la politique manifestement hostile à l'Occident, et donc prorusse, du gouvernement géorgien. Tout en reconnaissant à la Géorgie une «perspective européenne», le Conseil conditionnait le statut de «candidat» à la mise en œuvre de douze priorités, ayant trait par exemple à l'amélioration de l'environnement médiatique ou à l'indépendance de la justice.

Le contexte de ce pays est marqué par une grande tension sociopolitique intérieure du fait de la divergence de vues entre le parti au pouvoir, le «Rêve géorgien» de l'oligarque Bidzina Ivanichvili (qui a amassé une fortune de 4,5 milliards d'euros en Russie), et les 3,7 millions de Géorgiens. D'un côté, nous observons un pouvoir qui est aux commandes depuis 2012 et qui a progressivement mis en œuvre une politique qui apparaît aujourd'hui comme résolument prorusse et, de l'autre, une population qui se dit, selon les derniers sondages, à 81 % désireuse de rejoindre l'UE.

Si la situation est tendue, c'est aussi que la Russie est perçue comme manipulant le gouvernement géorgien. Comment expliquer autrement que le «Rêve géorgien» ait tenté de faire adopter une loi dite contre les «agents étrangers», inspirée de la loi russe de 2012, qui ne pouvait qu'irriter les Géorgiens qui voient que ce texte leur ferait perdre durablement leurs chances de se rapprocher de l'Europe?

Le pouvoir russe s'emploie aussi à épauler le gouvernement «Ivanichvili» dans sa politique de rupture avec l'Occident. Pendant que le pouvoir géorgien sape systématiquement les liens avec les partenaires occidentaux (au moyen de polémiques incessantes avec les représentants européens et américains ou d'une propagande sur de prétendues intentions occidentales d'ouvrir un second front en Géorgie

pour affaiblir la Russie), le Kremlin loue les décisions du gouvernement «Ivanichvili» et prend des mesures de nature à amadouer l'opinion géorgienne, comme celles de restaurer les vols directs entre les deux pays (suspendus depuis 2019) ou d'abolir les visas pour les Géorgiens qui se rendent sur le territoire de l'ancienne puissance coloniale.

Ce «cocktail» est explosif, à quelques mois d'une décision du Conseil européen perçue comme historique par nombre de Géorgiens. Une partie de l'opinion ne pardonne pas à l'équipe de M. Ivanichvili de ramener le pays dans la sphère d'influence russe. Une autre, peut-être majoritaire, se veut certes pro-européenne mais ne sait que penser face à une communication gouvernementale qui adresse des critiques acerbes à l'Occident et se présente comme soucieuse de ne pas irriter une Russie plus agressive que jamais. Les risques sécuritaires sont très élevés dans un pays qui, rappelons-le, a été le théâtre du début du bras de fer entre Moscou et l'Occident que marque la guerre russo-géorgienne de 2008.

NOUVELLES DU CESE



Mettre un terme à l'âgisme: le CESE presse les États membres de l'UE d'élaborer une nouvelle stratégie en faveur des personnes âgées

Le Comité économique et social européen (CESE) a invité la Commission européenne et les États membres à élaborer une nouvelle stratégie européenne en faveur des personnes âgées, qui permettrait de se départir de la perception actuelle selon laquelle les personnes âgées constituent une charge et un coût pour la société et irait puiser dans leur potentiel social, économique et intellectuel, qui est souvent négligé.

En l'absence d'une politique globale des personnes âgées et du vieillissement, il s'agirait de la première stratégie de l'UE visant à protéger les droits des personnes âgées et à garantir leur pleine participation à la société et à l'économie.

Les appels du CESE en ce sens ont été présentés dans un avis qu'il a adopté lors de sa session plénière de juillet, au cours de laquelle un débat a été organisé avec Dubravka Šuica, vice-présidente de la Commission chargée de la démocratie et de la démographie, et Heidrun Mollenkopf, présidente du réseau AGE Platform Europe. Cet avis a été élaboré à la demande de la présidence espagnole du conseil de l'UE.

La stratégie contribuerait à en finir avec les attitudes empreintes de préjugés sur les personnes âgées («âgisme») venant s'ajouter aux discriminations dont celles-ci sont victimes, lesquelles continuent de figurer, avec la discrimination fondée sur le sexe, au premier rang des formes de discrimination les plus courantes au sein de l'Union, malgré le vieillissement rapide que connaît l'Europe. Eurostat estime qu'à l'horizon 2050, le nombre de personnes âgées de 75 à 84 ans dans l'UE augmentera de 56,1 %, tandis que celui des 65-74 ans croîtra de 16,6 %.

«Le CESE lance un appel clair et sans équivoque à la Commission pour qu'elle élabore une stratégie européenne en faveur des personnes âgées avant la fin de son mandat actuel. J'estime qu'il s'agit d'une première étape sur la voie de profondes transformations de la politique sociale et démographique de l'Europe», a déclaré **Miguel Angel Cabra de Luna**, le rapporteur de l'avis.

Dubravka Šuica, vice-présidente de la Commission, a pour sa part déclaré: «Les personnes âgées ne représentent ni une dépense ni un fardeau. Elles constituent un atout. Nous ne pouvons pas examiner l'évolution démographique isolément. Nous devons observer quelles sont ses interactions avec les

évolutions fondamentales du moment, telles que les transitions écologique et numérique.»

«Les personnes âgées ne devraient pas être considérées comme des bénéficiaires de prestations sociales, mais comme des citoyens pouvant se prévaloir des mêmes droits à une vie à part entière, sans discrimination, que les personnes de tous âges. Ces droits doivent être garantis dans tous les domaines de la vie», a fait valoir **M^{me} Mollenkopf**.

En outre, les personnes âgées détiennent une part non négligeable de la richesse de nombreux pays et disposent d'un pouvoir d'achat significatif. L'économie des seniors, portée par les consommateurs plus âgés, devrait connaître une croissance substantielle et atteindre, selon les estimations, 5 700 milliards d'EUR d'ici à 2025. Pour exploiter ce potentiel, l'UE a besoin de stratégies efficaces qui tiennent compte des dynamiques régionales et des possibilités offertes par cette économie des seniors. (II)



Le CESE inscrit l'eau à l'ordre du jour de l'UE en formulant les premières propositions concrètes d'un «pacte bleu»

Gérer l'eau selon une approche fondée sur les droits de l'homme, stimuler l'investissement, mettre en place un étiquetage relatif à la consommation et restructurer les prix, telles sont quelques-unes des principales recommandations des six avis sur l'eau que le CESE a adoptés lors de sa session plénière de juillet. Ces documents constituent la première vague de propositions du Comité en faveur d'une politique globale de l'eau pour l'Union européenne dans le cadre de son initiative du «pacte bleu».

Face aux défis pressants dans le domaine de l'eau, le Comité économique et social européen ouvre la voie en proposant un ensemble complet de recommandations en vue d'une politique durable de l'eau pour l'Europe. Son initiative du «pacte bleu» appelle à une approche unifiée dans toute l'Europe afin d'[éradiquer la précarité hydrique](#) et de faire en sorte d'assurer un accès, en tant que droit humain, à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement sûrs et d'un prix abordable.

Pour atteindre ces objectifs, le CESE souligne l'importance de développer [des infrastructures et des réseaux de distribution d'eau résilients](#). À cet effet, il convient de commencer par réaliser des évaluations de l'état

actuel des infrastructures et de la disponibilité de l'eau dans chaque État membre, afin de recenser les besoins d'investissement et de garantir une gestion efficace de l'eau.

La série de recommandations du CESE sur les [aspects économiques d'un «pacte bleu» pour l'Europe](#) comprend la mise en œuvre de stratégies de tarification qui découragent le gaspillage d'eau et propose de nouveaux moyens de financer les politiques de l'eau. Le Comité entend faire de l'Union européenne un acteur mondial de premier plan dans le domaine des technologies économes en eau. Il propose d'intégrer l'eau dans toutes les [politiques industrielles](#) de l'Union, afin de réduire la consommation d'eau, de promouvoir la réutilisation et le recyclage, et de lutter contre la pollution de l'eau. En ce qui concerne l'[agriculture](#), le CESE suggère une approche similaire, en veillant à ce que la dimension de l'eau soit pleinement intégrée dans le cadre de la politique agricole commune (PAC).

Reconnaissant le rôle important des [consommateurs](#) pour mener des changements, le CESE souhaite également promouvoir l'utilisation d'appareils économes en eau en introduisant un étiquetage relatif à la consommation d'eau et des pratiques circulaires en matière de consommation d'eau, et ainsi donner aux citoyens les moyens de contribuer à la solution.

Ces propositions seront consolidées dans un ensemble de principes et d'actions clés qui sera présenté aux institutions européennes lors de la conférence sur le thème «Appel en faveur d'un "pacte bleu" pour l'Europe», qui se tiendra le 26 octobre 2023. Le CESE vise ainsi à faire de l'eau l'une des principales priorités de la prochaine Commission européenne. (gb)



[Promouvoir et soutenir la santé mentale suppose une approche globale](#)

Le Comité économique et social européen (CESE) préconise une réforme des systèmes de santé dans toute l'Union se donnant pour ambition d'imposer une approche globale de la santé mentale, alors que les troubles mentaux et comportementaux sont en forte augmentation chez les Européens, en particulier chez les jeunes.

Dans [l'avis](#) qu'il a élaboré à la demande de la présidence espagnole du Conseil de l'UE et qu'il a adopté lors de sa session plénière de juillet, le CESE a fait valoir que les soins de santé mentale devaient s'attacher à en prévenir les troubles à temps, à détecter ceux-ci précocement et à assurer des soins de proximité.

«Il est nécessaire et urgent de réformer les systèmes de santé dans toute l'Union de manière à ce qu'ils assurent, grâce à des équipes pluridisciplinaires, des interventions et des soins intégrés et planifiés à long terme, plutôt que d'être organisés autour de modèles épisodiques de soins, pour non seulement guérir, mais aussi prévenir les affections médicales», a martelé **Milena Angelova**, rapporteure de l'avis.

«Il faut changer nos systèmes de soins de la santé mentale. Il nous faut plus de spécialistes et davantage aider les personnes qui en ont besoin», a renchéri **Ivan Kolakov**, corapporteur de l'avis.

Les jeunes, les enfants, les femmes et les groupes défavorisés, mais aussi les personnes exposées à un

stress prolongé, présentent un risque tout particulier de développer des troubles mentaux.

Dans le sillage de la pandémie de COVID-19, la santé mentale n'a cessé de se détériorer, et ce sont à présent quelque 20 % des Européens qui connaissent des problèmes de santé mentale, qu'ils soient légers ou graves. Cette situation n'a pas été sans conséquences pour la vie professionnelle ou encore les revenus. À l'heure actuelle, des estimations montrent que les troubles de la santé mentale et du comportement coûtent chaque année à l'Union européenne quelque 4 % de son PIB.

Les troubles de la santé mentale ont également un lourd prix humain, sachant qu'ils causent chaque année environ 4 % des décès en Europe et figurent en deuxième place des causes les plus fréquentes de décès parmi les jeunes.

Le CESE salue le plan d'action global de l'Union européenne pour la santé mentale présenté récemment par la Commission, et demande instamment que celui-ci donne lieu sans délai à une stratégie de l'Union pour la santé mentale. Cette stratégie devrait comporter un calendrier, définir clairement les responsabilités et prévoir des indicateurs de progrès mesurables.

Pour le CESE, les systèmes de santé mentale doivent être fondés sur les droits et centrés sur la personne, et s'employer avant tout à donner à chaque patient les moyens d'agir et de participer activement à sa propre guérison.

Le CESE recommande vivement à la Commission européenne de proclamer l'année 2024 «Année européenne de la santé mentale». Une telle initiative serait reçue comme un signal puissant et encouragerait la constitution d'une alliance robuste en vue d'améliorer et de favoriser la santé mentale partout dans l'Union européenne.



[Le CESE examine l'initiative relative aux membres honoraires des pays de l'élargissement visant à soutenir l'intégration progressive des pays candidats à l'adhésion à l'UE](#)

Le CESE a accueilli des représentants des organisations de la société civile des pays candidats lors de sa session plénière de juillet, annonçant l'initiative qui consiste à nommer des membres honoraires des pays de l'élargissement et à les inviter à participer aux travaux consultatifs quotidiens du Comité

Première étape concrète vers cet objectif, le CESE a tenu un débat sur l'importance de la société civile dans le processus d'élargissement de l'Union lors de sa session plénière de juillet. **Oliver Röpke, président du CESE**, a également signé un protocole d'accord avec le Conseil de

coopération régionale (CCR) afin de favoriser l'engagement structuré de la société civile et de la jeunesse en

faveur de la paix et de la prospérité en Europe du Sud-Est.

Olivér Várhelyi, commissaire au voisinage et à l'élargissement, a salué l'initiative du CESE consistant à nommer des «membres honoraires des pays de l'élargissement», qui permettra de maintenir la politique d'élargissement parmi les principales priorités de l'UE.

Dorin Recean, Premier ministre moldave, a souligné que cette nouvelle initiative du CESE arrivait à point nommé et qu'elle renforcerait la coopération avec la société civile moldave.

Majlinda Bregu, secrétaire générale du CCR, a déclaré: «Au sein du CCR, nous ne pouvons pas envisager de coordonner les efforts régionaux portant sur la mise en œuvre du difficile programme en matière d'environnement pour les Balkans occidentaux sans notre forum consultatif des organisations de la société civile (OSC), ni d'unir les efforts en faveur d'un marché régional sans une voix forte de nos chambres de commerce.»

Boško Savković, de l'Union des employeurs de Serbie, a félicité la société civile serbe pour ses prises de parole, pour la lutte qu'elle mène contre la désinformation étrangère et pour ses démarches rappelant à la population serbe la perspective d'une adhésion à l'UE.

Oleksandr Yavorskyi, de la Fédération des employeurs d'Ukraine, a déclaré: «L'Ukraine avait choisi de s'engager sur la voie de l'adhésion à l'UE bien avant le début de la guerre. Les partenaires sociaux et la société civile d'Ukraine ont désormais besoin de formations adéquates pour pouvoir contribuer au processus d'adhésion à l'Union.»

Anisa Subashi, vice-présidente de la Confédération des syndicats d'Albanie, a souligné le rôle des syndicats dans le renforcement du dialogue social, en particulier au moment où le gouvernement albanais tente de réduire l'espace civique.

Dajana Cvjetković, du Centre pour la promotion de la société civile (Bosnie-Herzégovine), et **Daliborka Uljarević**, directrice exécutive du Centre pour l'éducation civique (Monténégro), ont toutes deux soutenu le rôle de la société civile dans le processus d'élargissement. «Nous sommes la colonne vertébrale de notre société et représentons les attentes de nos concitoyens. Nous sommes les plus proches alliés des institutions de l'UE et cette initiative approfondira encore notre coopération», a déclaré **M^{me} Uljarević**. (mt)



Plan industriel du pacte vert: l'UE peut mieux faire

Le plan en faveur d'une industrie «zéro net» manque de vision quant à la manière de s'assurer que l'industrie européenne reste compétitive et attire les investissements.

Le CESE estime que le plan industriel du pacte vert et le règlement pour une industrie «zéro net» sont globalement bons, mais qu'ils devraient être plus précis quant aux mesures qui seront prises pour améliorer les facteurs de localisation et la compétitivité des économies européennes et pour distinguer l'UE de ses rivaux systémiques.

«Nous sommes très critiques quant au fait qu'il aura fallu l'adoption de la loi américaine sur la réduction de l'inflation pour que l'UE finisse par agir», affirme **Sandra Parthie**, rapporteure de [l'avis du CESE sur le plan](#)

[industriel du pacte vert et le règlement pour une industrie «zéro net»](#). «Nous aurions souhaité que cela intervienne plus tôt et que l'UE réagisse plus vigoureusement et avec plus de conviction, afin de montrer à nos entreprises et à nos sociétés que nous voulons vraiment que l'Europe reste une région industrielle qui compte, capable de garantir des emplois de qualité et de bons salaires à ses travailleurs.»

Au cours des dernières décennies, l'industrie européenne est devenue moins compétitive par rapport à celle de ses principaux concurrents. Alors que, dans les années 2000, le PIB par habitant dans l'UE équivalait encore à environ 70 % du PIB par habitant aux États-Unis, il représente aujourd'hui moins de 66 % de celui-ci. La part des États-Unis et de l'UE dans les investissements bruts mondiaux a diminué, passant respectivement de 29 % à 20 % et de 23 % à 15 % entre 1999 et 2020.

Pour inverser cette tendance à la baisse, le CESE recommande qu'un audit soit réalisé afin de déterminer comment l'UE peut contrôler et améliorer ses chaînes de valeur et éviter les dépendances excessives. Le Comité suggère également de soumettre tous les projets de législation de l'UE à un contrôle de la compétitivité.

L'un des problèmes que le CESE met en exergue et qui appelle une action plus audacieuse concerne la bureaucratie et le temps de traitement. L'on peut par exemple penser aux financements publics: les décisions d'accorder un soutien financier aux projets et l'accès au financement prennent trop de temps. Le CESE fait valoir que, si nous voulons éviter que les investisseurs partent exercer leur activité ailleurs, nous avons besoin de mesures permettant de garantir un financement rapide et accessible, en ce qui concerne tant les coûts d'exploitation que les dépenses en capital, et couvrant tous les types d'entreprises, grandes et petites.

Les procédures d'autorisation constituent un autre point où le plan industriel du pacte vert n'est pas à la hauteur: celui-ci insiste en effet sur certaines technologies «zéro net», qui devraient bénéficier de procédures d'autorisation accélérées et d'un soutien financier accru pour leurs projets, laissant d'autres secteurs confrontés à plus de difficultés.

Selon le CESE, le plan industriel du pacte vert et le règlement pour une industrie «zéro net» se concentrent de manière trop stricte sur la promotion des technologies vertes et la sélection de «gagnants». Ils devraient plutôt encourager une industrie diversifiée, couvrant un large éventail de secteurs.

L'Europe abrite de nombreuses industries lourdes et de base à forte intensité énergétique qui doivent être décarbonées mais ne sont pas couvertes par le plan industriel du pacte vert.

L'assouplissement des règles européennes en matière d'aides d'État constitue un autre piège potentiel, car il pourrait creuser l'écart entre les États membres les plus riches et les plus pauvres, qui ne disposent pas de la marge de manœuvre budgétaire nécessaire pour investir dans la transition écologique et soutenir leurs industries de pointe et les ménages. C'est pourquoi il y a lieu d'avoir un débat sérieux sur la mise en place d'un Fonds européen de souveraineté afin de fournir un financement supplémentaire au niveau de l'UE pour la transition.

Les chiffres de la Commission européenne montrent qu'il existe un potentiel considérable de création d'emplois dans le domaine de la technologie «zéro net»: 180 000 travailleurs seront nécessaires dans le secteur des piles à combustible et de l'hydrogène, 66 000 dans l'industrie solaire photovoltaïque et 800 000 dans la production de batteries.

Le plan industriel du pacte vert soutient le développement des compétences vertes, mais le CESE maintient qu'il devrait soutenir le développement de l'ensemble des compétences nécessaires dans l'industrie, et accélérer et normaliser les permis de travail pour les travailleurs qualifiés provenant de pays tiers. (dm)



[Le CESE demande instamment à l'UE d'adopter une approche cohérente des politiques relatives aux matières premières afin de garantir la sécurité des ressources et la réussite de la transition écologique](#)

Dans un avis adopté lors de sa session plénière de juillet, le CESE exhorte l'UE à opter pour une approche globale des politiques relatives aux matières premières. Il propose d'élargir les listes des matières premières critiques, de garantir des prix de l'énergie équitables, de simplifier les procédures d'autorisation, de donner la priorité au recyclage et de promouvoir un renforcement des capacités dans les politiques de l'Union relatives aux matières premières.

La Chine domine actuellement l'approvisionnement mondial en matières premières critiques, tandis que l'Europe produit moins de 5 % des matières premières minérales mondiales. La demande mondiale de matières premières devant doubler d'ici à 2060, il est impératif d'agir.

Pour relever ces défis, le CESE propose d'étendre la liste des matières premières critiques à celles qui sont vitales pour les technologies vertes et durables, tout en ouvrant la voie à des politiques et des investissements ciblés. Il préconise également des prix de l'énergie équitables, un soutien financier, une

simplification des procédures d'autorisation et des partenariats avec d'autres pays afin de consolider la sécurité des ressources et de faire avancer la transition écologique.

Maurizio Mensi, rapporteur du CESE pour cet [avis](#), a souligné que la législation sur les déchets devait accorder la priorité à la récupération et la réutilisation des matières premières afin de réduire la dépendance à l'égard des sources primaires et de favoriser la croissance économique. Le Comité souligne néanmoins l'importance de trouver un équilibre entre la sécurité des ressources et les enjeux environnementaux afin de respecter les objectifs européens en matière de durabilité.

Michal Pintér, corapporteur du CESE, a quant à lui défendu un renforcement ciblé à l'échelle de l'Union des capacités dans les industries extractives. L'avis préconise de mettre l'accent sur le développement du capital humain dans les industries extractives ainsi que sur la reconversion et le perfectionnement professionnels de la main-d'œuvre actuelle afin de favoriser la solidité du secteur des matières premières.

En abordant ces aspects de manière collective, l'UE peut réussir sa transition vers une économie verte, jetant les bases d'un secteur des matières premières résilient, durable et compétitif à l'échelle mondiale.
(gb)



[Transition énergétique du secteur de la pêche et de l'aquaculture de l'UE: la voie vers la neutralité climatique](#)

Dans un [avis](#) élaboré à la demande de la présidence espagnole et adopté à l'occasion de sa session plénière de juillet, le CESE accueille favorablement la stratégie relative à la transition énergétique du secteur de la pêche et de l'aquaculture de l'UE. Reconnaissant qu'il est nécessaire de diminuer les émissions de CO₂ et de promouvoir la recherche de solutions énergétiques de substitution qui soient durables, renouvelables et commercialement viables, le CESE souligne qu'il importe de parvenir à la neutralité climatique d'ici à 2050.

Le CESE souligne que le secteur de la pêche joue un rôle essentiel pour atténuer les effets du changement climatique. Les pêcheurs fournissent l'une des protéines animales les plus saines, avec l'une des empreintes carbone les plus limitées, les prévisions indiquant que les émissions du secteur représenteront en 2023 une fraction infime du total mondial, ce qui souligne son incidence relativement faible sur l'environnement. Néanmoins, le CESE appelle à poursuivre les efforts visant à améliorer l'efficacité énergétique et à réduire encore les émissions.

«La décarbonation du secteur de la pêche nécessite une approche globale, des incitations financières et l'adoption de sources d'énergie neutres en carbone», a martelé **Javier Garat Pérez**, le rapporteur de l'avis. Selon lui, «nous devons trouver un équilibre entre réalisme et ambition. Nous avons besoin d'un calendrier de décarbonation approprié et réaliste, dans lequel il soit tenu compte des évolutions technologiques,

logistiques et législatives. Le coût de la transition ne doit pas être un fardeau pour les employeurs et les travailleurs des secteurs maritimes et il convient que personne ne soit laissé de côté. Pour réussir la transition énergétique, il est essentiel de trouver un équilibre entre les objectifs de décarbonation et la viabilité économique».

Le CESE reconnaît que développer et rendre disponibles à l'échelle mondiale des technologies de substitution vertes et innovantes pose un certain nombre de défis. Il suggère de recourir à des systèmes hybrides comme solution intermédiaire, tout en explorant des options allant au-delà des combustibles fossiles. Par ailleurs, il fait observer que tout changement de source d'énergie nécessitera de nouveaux navires répondant à une conception inédite et disposant d'une plus grande capacité à bord (tonnage brut) pour accueillir les nouvelles machines. Le CESE invite dès lors la Commission à revoir la définition de la capacité de pêche afin qu'il soit possible de mettre en œuvre de nouvelles technologies liées à la transition énergétique. (ks)



Publicité effectuée par l'intermédiaire d'influenceurs: le CESE préconise un règlement de l'Union européenne pour établir des garde-fous

La réglementation devrait imposer des obligations aux influenceurs mais aussi aux plateformes de partage de vidéos et aux réseaux de médias sociaux

L'un des secteurs de l'économie qui a connu l'essor le plus vif au cours de ces dix dernières années est celui de la publicité et de l'activité commerciale qui s'effectuent par le truchement d'influenceurs, lesquels attirent un volume d'investissement sans cesse croissant de la part des marques, dès lors que les consommateurs jugent qu'ils sont plus proches d'eux, sincères et fiables que les messages publicitaires classiques ou le parrainage de produits par des célébrités.

Toutefois, à la différence de celle de type classique, qui est soumise à des règles d'une grande rigueur, cette publicité réalisée par l'intermédiaire desdits influenceurs peut passer entre les mailles du filet réglementaire qui régit les annonces commerciales. La nature publicitaire des messages qu'ils publient n'est pas toujours identifiable en tant que telle, car ils y entremêlent des contenus éditoriaux qu'ils émettent pour leur seul compte, alors qu'ils sont formulés dans un style analogue.

Un tel manque de transparence est dangereux pour les consommateurs en général tout comme, plus particulièrement, pour les mineurs. Exposer ainsi à des publicités déguisées cette classe d'âge vulnérable est susceptible de nuire à son épanouissement physique, psychologique, social et émotionnel.

L'Union européenne se devrait-elle d'agir face à cette évolution? «Le fait est que les influenceurs sont d'ores et déjà soumis à certains mécanismes ressortissant à la législation applicable aux annonceurs comme aux vendeurs ou commerçants», concède **Bernardo Hernández Bataller**, rapporteur d'un [avis du CESE](#) sur cette question, «mais, poursuit-il, nous n'en jugeons pas moins que face à une évolution qui s'effectue avec une telle rapidité, il serait souhaitable de pouvoir compter sur une approche globale».

Le Comité suggère que l'Union européenne se devrait d'édicter des obligations spécifiques qu'auraient à respecter tant les acteurs qui administrent les plateformes de partage de vidéos et les réseaux de médias sociaux sur lesquels opèrent les influenceurs que ces créateurs de contenus ou influenceurs eux-mêmes.

Il conviendrait ainsi que les influenceurs:

- munissent leurs communications d'une mention bien visible qui, le cas échéant, en indique d'emblée la nature publicitaire;
- se soumettent aux réglementations sectorielles qui visent à garantir la protection de la santé et de la sécurité des consommateurs et des utilisateurs, en particulier quand ils sont mineurs ou font partie d'autres catégories de population vulnérables;
- soient contraints d'assumer une responsabilité lorsqu'ils n'ont pas su informer avec toute la clarté voulue qu'ils perçoivent une rémunération pour recommander ou promouvoir tel ou tel produit ou service.

Pour leur part, les administrateurs de plateformes et les réseaux de médias sociaux devraient respecter les prescriptions suivantes:

- être tenus également responsables des messages illicites publiés par des créateurs de contenu ou influenceurs dont ils assurent l'hébergement;
- avoir l'obligation de supprimer les contenus illégaux de leurs sites et de dénoncer les activités illicites qui y sont commises;
- pour tout créateur de contenu ou influenceur qui exerce son activité en dehors de l'Union européenne, être astreints à lui demander de désigner sans ambiguïté un intervenant qui assumera la responsabilité légale pour l'activité qu'il mène sur son territoire et à exiger qu'il dispose d'une assurance professionnelle couvrant les préjudices qui résulteront d'activités illégales.

Pour protéger les mineurs, les plateformes et administrateurs de réseaux sociaux et les influenceurs auront obligation de respecter conjointement les conditions suivantes:

- garantir que d'un point de vue technique, il soit possible d'empêcher des utilisateurs n'ayant pas l'âge requis de visionner des contenus sensibles, lesquels devront, en tout état de cause, comporter l'avertissement «interdit aux moins de 18 ans», imposer une vérification de cette limite d'âge et permettre l'activation du contrôle parental;
- apposer la mention de «publicité», «communication commerciale» ou «parrainé par» sur les messages visant les mineurs qui sont publiés sur leurs sites et signaler par une indication «images retouchées» ou «images virtuelles» celles qui ont soit fait l'objet de modifications, soit été produites par une intelligence artificielle.

L'avis du CESE a été élaboré à la demande de la présidence espagnole du Conseil de l'Union européenne, qui, menant une réflexion sur l'opportunité d'adopter un règlement spécifique en la matière, lui a demandé d'exposer ses vues à ce sujet. (dm)



L'Union européenne enregistre le niveau d'inflation le plus élevé depuis l'introduction de l'euro: 96,5 millions de personnes se retrouvent exposées au risque de pauvreté

L'inflation dans l'Union européenne connaît un pic sans précédent depuis l'introduction de l'euro. À l'heure actuelle, 96,5 millions d'Européens sont exposés au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale: ces citoyens comptent parmi ceux qui souffrent le plus de l'augmentation générale des prix des biens et des services, de la hausse des coûts de l'énergie et de la perte de pouvoir d'achat.

Il ne s'agit là que de quelques-uns des chiffres alarmants que révèle l'[avis du CESE](#) élaboré par **Felipe Medina Martín** et adopté lors de la session plénière de juillet.

La crise énergétique produit de graves effets sur l'économie européenne. Les prix élevés de l'énergie, des matières premières, des services et des produits industriels ont donné lieu à une forte inflation, affaibli la croissance économique et exercé une pression considérable sur les finances publiques et les entreprises, minant ainsi la compétitivité économique extérieure.

Pour inverser cette tendance, le CESE fait valoir que les ménages et les secteurs essentiels (industrie agroalimentaire, transports, commerce de détail, etc.) devraient bénéficier de plans visant à atténuer l'incidence des prix élevés de l'énergie, et il invite les institutions européennes à mettre en place des mécanismes de contrôle. Les interventions futures devraient être adaptées aux besoins, ciblées et à l'épreuve des transitions, et soutenir tout particulièrement les familles dont les revenus sont plus faibles et qui sont confrontées à de plus grandes difficultés.

Certaines mesures de contrôle des prix adoptées au niveau national se sont révélées être l'intervention la plus appropriée pour atténuer les effets des prix élevés des produits de base sur les budgets des familles. Par exemple, l'«exception ibérique» appliquée au système de tarification du marché de l'électricité a permis à l'Espagne et au Portugal de plafonner le prix du gaz dans les centrales de production électrique et d'alléger ainsi sensiblement les factures. D'autres États membres ont quant à eux décidé d'abaisser temporairement la TVA sur les prix de l'électricité, des denrées alimentaires et des carburants. (mp)



Le CESE invite à renforcer la protection des dépôts, l'harmonisation et la proportionnalité en vue de consolider le système bancaire de l'Union

À la suite des récentes crises bancaires survenues aux États-Unis et de l'affaire du Credit Suisse, le CESE a examiné la proposition de la Commission visant à réformer le cadre pour la gestion des crises bancaires et la garantie des dépôts (CMDI). Entre autres mesures, le Comité recommande de protéger les intérêts des banques de moindre taille ou d'envergure locale, des déposants et des contribuables, et de coordonner le paquet CMDI avec la future réforme du règlement relatif aux aides d'État.

C'est à la demande du gouvernement espagnol que le CESE s'est saisi de la question et qu'il a formulé des recommandations stratégiques à l'intention des colégislateurs et de la présidence espagnole du Conseil de l'Union. La proposition de la Commission sur la réforme du cadre CMDI doit permettre de faire face aux risques qui subsistent dans le secteur bancaire européen, de progresser dans l'achèvement de l'union bancaire et de consolider le marché unique de l'Union, dans l'intérêt des déposants et des contribuables.

«Le CESE reconnaît que la rapidité, la souplesse et la collaboration revêtent une grande importance en vue de répondre aux crises bancaires tout en protégeant les déposants et les contribuables», a commenté **Giuseppe Guerini**, rapporteur du CESE. «La proposition de la Commission marque une étape vers l'achèvement de l'union bancaire, dont nous avons absolument besoin pour consolider pleinement le système financier européen et réduire la fragmentation du marché», a-t-il ajouté.

Dans [son avis](#), le CESE insiste sur la nécessité absolue d'harmoniser la protection des dépôts et d'évaluer les options de résolution et d'insolvabilité afin de protéger les intérêts des déposants et de préserver la diversité de l'écosystème bancaire européen. (tk)



Célébration des 65 ans du CESE

En 1957, le Comité économique et social européen a été créé et doté de pouvoirs consultatifs afin de faire valoir, par ses avis et par un large éventail d'autres activités, le point de vue et les préoccupations de la société civile organisée auprès des organes décisionnels européens et, partant, de rapprocher l'Union de ses citoyens.

L'année suivante, il y a 65 ans, le Comité économique et social européen tenait sa première session plénière. Apprenez-en davantage sur le 65^e anniversaire: www.eesc.europa.eu/65.



[Retour sur 2022: notre rapport d'activité est disponible!](#)

Qu'avons-nous accompli l'année dernière? Pour le savoir, consultez notre rapport d'activité «2022 — Une année en revue». Quels ont été les faits marquants et les thèmes centraux des activités menées l'année dernière?

L'année 2022 a été marquée par des événements dramatiques. Le 24 février 2022, la Russie a lancé une offensive injustifiée contre l'Ukraine. À la suite de cette agression, le CESE a soutenu et continue de soutenir la société civile ukrainienne au moyen d'un certain nombre d'avis, de conférences et de résolutions. Nous avons également ouvert nos portes aux organisations de la société civile ukrainiennes présentes à Bruxelles, mettant à leur disposition un endroit sûr pour continuer leurs activités et préserver la vitalité de la société civile ukrainienne. Notre prix de la société civile a récompensé des initiatives qui venaient en aide aux civils touchés par les conséquences de la guerre.

En réaction à la hausse des prix de l'énergie, le CESE a proposé une approche globale de la transition énergétique, fondée sur la nécessité de bâtir un nouveau modèle énergétique et une Union européenne indépendante sur le plan énergétique. Par ailleurs, bien que l'Union européenne soit encore aux prises avec les conséquences de la pandémie de COVID-19, il est plus essentiel que jamais d'investir dans les transitions écologique et numérique. Notre Comité soutient donc également la mise en œuvre et l'exécution des plans nationaux pour la reprise et la résilience.

Si vous souhaitez en savoir plus, téléchargez la brochure: <https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/publications-other-work/publications/2022-une-annee-en-revue>.

NOUVELLES DES GROUPES



La diplomatie climatique comme projet phare de la politique étrangère de l'Union européenne

Par Stefano Mallia, président du groupe des employeurs du CESE

Cet été, des incendies de forêt ont ravagé plusieurs pays du sud de l'Europe, détruisant des habitations et des stations balnéaires et transformant de vastes zones forestières en friches calcinées, tandis que la Slovénie a été frappée par des inondations. De tels événements climatiques ne sont pas un phénomène nouveau en Europe, mais ils ont gagné en intensité, tant sur notre continent que dans le reste du monde. Il ne fait aucun doute que le changement climatique accentue la fréquence et l'intensité de ces phénomènes.

La pandémie de COVID-19, la guerre en Ukraine et la crise énergétique qui en a résulté ont quelque peu entravé les efforts visant à lutter contre le changement climatique et à amorcer une véritable transition écologique en Europe.

Plusieurs États membres ont adopté une série de mesures qui retardent de facto l'arrêt progressif des opérations d'extraction de combustibles fossiles, et certains investissent même dans de nouvelles exploitations de ce type pour répondre à leurs besoins énergétiques. De tels comportements envoient des messages ambigus non seulement aux citoyens européens, mais aussi aux pays tiers, qui pourraient ainsi justifier les retards dans leurs propres transitions. Cette situation risque fort de compromettre le sommet de la COP 28 de cette année, où les États sont censés conclure un accord sur l'abandon progressif de l'utilisation des combustibles fossiles émettant du CO₂.

Voilà pourquoi l'Union doit conserver une approche cohérente et conséquente en matière de politique climatique. Nous devons mettre en pratique ce que nous préconisons. L'Union européenne a récemment redoublé d'efforts en faveur de la diplomatie climatique, dont le succès dépend largement des décisions qu'elle prendra en matière de politique climatique interne, mais aussi de la mise en œuvre effective du pacte vert pour l'Europe. En dépit des enjeux géopolitiques toujours plus importants, l'Union doit mieux appréhender les aspects géopolitiques du pacte vert. Elle doit se doter pour cela d'une nouvelle stratégie qui soit solide et crédible pour adapter sa diplomatie climatique au contexte géopolitique actuel.

Par où commencer? Au CESE, nous estimons qu'il faut enrichir la boîte à outils de la diplomatie climatique par de nouvelles initiatives visant non seulement à relever les ambitions en matière de climat, mais aussi à partager l'expérience de l'UE et à lutter contre les risques liés au climat.

Si nous voulons que la diplomatie climatique soit opérationnelle, nous devons tirer parti de son caractère pluridimensionnel. La création d'un réseau diplomatique de la société civile pourrait constituer un point de départ.

Alors que nous avançons sur la voie du progrès, nous n'avons pas de temps à perdre si nous voulons éviter des dommages irréparables. La diplomatie climatique est une diplomatie préventive, et il apparaît donc clairement qu'elle doit être renforcée de toute urgence, pour devenir une politique phare des affaires extérieures et de la politique étrangère de l'UE.



Négociation collective, démocratie et avenir du travail: les questions à débattre à la fin de l'été 2023

Par le groupe des travailleurs du CESE

La négociation collective, bien qu'étant l'une des pierres angulaires des relations industrielles en Europe, varie considérablement d'un État membre à l'autre et assure des degrés divers de couverture et de protection des travailleurs.

Elle fait partie du processus de dialogue social, qui est également l'une des priorités de la présidence espagnole du Conseil de l'UE. Le groupe des travailleurs collabore étroitement avec le gouvernement espagnol sur cette question, notamment dans le cadre des avis intitulés «[Négociations collectives vertes](#)» et «[La démocratie sur le lieu de travail](#)», des sujets qui seront abordés lors de la [manifestation de haut niveau sur le dialogue social](#) organisée par la présidence espagnole et qui se tiendra à Saint-Jacques-de-Compostelle les 21 et 22 septembre 2023.

Le groupe des travailleurs discutera de l'importance du dialogue social et de la négociation collective le 20 septembre, et espère également mieux comprendre et clarifier le tableau complexe de la négociation collective au niveau de l'UE grâce à l'étude qu'il mène actuellement et qui est ouverte à manifestation d'intérêt jusqu'au 8 septembre [ici](#).



Protégeons la société civile de la jeunesse et donnons-lui les moyens d'agir

Par le groupe des organisations de la société civile du CESE

En juillet, le groupe des organisations de la société civile du Comité économique et social européen (CESE) et les Jeunes Européens fédéralistes (JEF Europe) ont organisé conjointement un séminaire pour les jeunes sur le thème «Les jeunes sous pression: [protéger la société civile de la jeunesse](#)». Ce séminaire faisait suite aux précédents webinaires sur la participation civique des jeunes organisés par le groupe des organisations de la société civile en 2021 et 2022.

Lors d'un échange entre des représentants de la jeunesse et des représentants institutionnels, dont les intervenants invités **Sergey Lagodinsky** (député au Parlement européen, Verts/ALE), **Alessia Valentino** (juriste, Commission européenne) et **Christian Moos**

(membre du groupe des organisations de la société civile et rapporteur du [prochain avis du CESE sur le «Train de mesures "Défense de la démocratie"»](#)), les participants au séminaire ont abordé les tendances et

les violations des espaces civiques destinés aux jeunes dans toute l'Europe.

La manifestation a mis en évidence l'urgence d'un dialogue civique coordonné aux niveaux national et européen, d'un financement plus important des organisations de jeunesse et de la participation inclusive de tous les jeunes. Elle a également souligné la nécessité de mettre en place des mécanismes de protection des militants, d'assurer un suivi significatif des dialogues en faveur de la jeunesse et de s'attaquer aux restrictions de plus en plus nombreuses imposées aux organisations de la société civile. Malgré leurs points de vue différents et bien qu'ils aient reconnu qu'il n'existe pas de solution universelle pour répondre aux préoccupations dans l'ensemble des États membres, tous les intervenants et les participants se sont accordés sur la nécessité urgente de protéger la société civile de la jeunesse et de lui donner les moyens d'agir pour que les démocraties conservent leur vitalité.

La liste des conclusions et recommandations tirées du séminaire est disponible à l'adresse suivante: <https://europa.eu/!DFFpPj>.

SOON IN THE EESC/CULTURAL EVENTS



3 CATEGORIES:

- BEST ORGANIC FOOD PROCESSING SME
- BEST ORGANIC RETAILER
- BEST ORGANIC RESTAURANT/ FOOD SERVICE

Prix européens du bio: le CESE annonce les noms des finalistes

Le Comité économique et social européen (CESE) a le plaisir et l'honneur d'annoncer, pour les différentes catégories concernées, les noms des finalistes de la seconde édition des [Prix européens du bio](#), qu'il coorganise avec la Commission européenne et d'autres partenaires pour récompenser l'excellence dans tous les maillons de la chaîne européenne du bio. La proclamation des lauréats de chaque catégorie se déroulera le 25 septembre, à l'occasion de la Journée européenne du bio, lors d'une cérémonie spéciale qui sera marquée par la présence de Janusz Wojciechowski, le commissaire européen chargé de l'agriculture.

À mesure que le mouvement de passage au bio prend de l'ampleur à travers toute l'Europe, l'on constate qu'une foule d'initiatives remarquables voient le jour dans ce domaine d'action. À l'issue d'une phase initiale d'évaluation où toutes les candidatures déposées ont fait l'objet d'un examen détaillé, nous avons à présent le plaisir et l'honneur de présenter les finalistes sélectionnés dans chacune des trois catégories de ces prix.

Par ordre alphabétique, ont été ainsi retenus:

1. **pour la catégorie de la «meilleure petite ou moyenne entreprise (PME) de transformation de produits alimentaires bio»:**

- [Ekološka kmetija Kukenberger](#) (Slovénie), une exploitation fabriquant des produits à base de lait,
- [Fürstenhof GmbH](#) (Allemagne), une entreprise de transformation traitant les œufs et la viande de volaille,
- [The Merry Mill](#) (Irlande), un moulin se consacrant essentiellement au traitement de l'avoine et à la production farine sans gluten,

2. **pour la catégorie du «meilleur détaillant de produits biologiques»:**

- [Gut Wulksele GmbH](#) (Allemagne), une boutique proposant des denrées provenant de sa propre ferme,
- [NaturaSì Ariele Conegliano](#) (Italie), un magasin faisant partie du réseau NaturaSì,
- [Valle y Vega Cooperativa Agroecológica de Granada](#) (Espagne), un commerce tenu par une coopérative agricole,

3. **dans la catégorie du «meilleur restaurant ou service de restauration biologique»:**

- [Biohotel St. Daniel](#) (Slovénie), établissement de restauration faisant partie d'un «biohôtel»,
- [Luftburg - Kolariks Freizeitbetriebe GmbH](#) (Autriche), une entreprise de restauration ouverte aux familles,
- [Domaine champêtre Trnulja](#) (Slovénie), restaurant d'une propriété rurale.

"Grâce à son réseau d'organisations de la société civile, le CESE a pu à nouveau attirer des candidatures de grande qualité pour l'octroi de ces Prix européens du bio. Ces projets remarquables couvrent la chaîne de valeur du bio dans toute son étendue, attestant clairement qu'un véritable basculement vers des systèmes alimentaires plus durables et équitables est déjà en train de s'opérer sur le terrain. Il s'impose à présent que les décideurs politiques établissent les conditions qui favoriseront l'épanouissement de ces initiatives et leur reproduction dans les différentes régions", a tenu à souligner **Peter Schmidt**, président de la section «Agriculture, développement rural et environnement» (NAT) du CESE.

Les Prix européens du bio ont été lancés au titre d'un engagement que la Commission a pris dans son [plan d'action en faveur du développement de la production biologique](#), dans le but de mettre à l'honneur des performances d'excellence à chaque maillon de la chaîne alimentaire biologique, de l'agriculteur au restaurant. Ces distinctions récompensent les acteurs du secteur bio les plus en pointe du point de vue de la qualité et de l'innovation, qui concourent à réduire l'impact de l'agriculture sur le climat et l'environnement et, par leur action, aident la stratégie «De la ferme à la table» et celle menée en faveur de la biodiversité à atteindre leurs ambitions.

De plus amples informations concernant les candidats, les critères de sélection et les prix en général sont disponibles sur le site internet des [Prix européens du bio](#) (en anglais) et sur celui du [CESE](#). (ks)



[Le CESE ouvre l'appel à candidatures pour son prix de la société civile sur la santé mentale](#)

Le Comité économique et social européen (CESE) a lancé la quatorzième édition de son prix de la société civile qui est ouvert aux organisations de la société civile, aux particuliers et aux entreprises privées enregistrées ou ayant leur siège dans l'Union européenne.

En choisissant la **santé mentale** comme thème de cette année, le Comité récompensera des projets créatifs et innovants à but non lucratif qui aident les personnes souffrant de troubles mentaux et créent un environnement favorable à leur bien-être mental, que ce soit au niveau

individuel ou dans le cadre d'un effort collectif.

Un montant total de 50 000 EUR sera attribué à cinq lauréats au maximum. **La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 30 septembre 2023 à 10 heures (heure de Bruxelles).** La cérémonie de remise des prix aura probablement lieu lors de la Semaine de la société civile du CESE au printemps 2024.

Pour être habilités à concourir, les initiatives et projets doivent être mis en œuvre sur le territoire de l'UE. Ils doivent avoir déjà été mis en œuvre ou être toujours en cours. Les projets recevables doivent couvrir au moins une des thématiques énumérées dans la liste des critères d'admissibilité publiée dans les [Règles relatives à la 14^e édition du prix de la société civile du CESE](#), disponibles sur la [page web](#) du CESE consacrée à l'événement.

Les projets peuvent notamment porter sur la prévention des risques psychosociaux au travail, la lutte contre ceux-ci et la promotion d'une culture fondée sur la solidarité sur le lieu de travail. Ils peuvent également répondre aux besoins en matière de santé mentale des groupes défavorisés et des populations vieillissantes ou promouvoir le bien-être mental des enfants et des adolescents.

Les projets axés sur le travail de proximité, visant par exemple à donner aux communautés locales les moyens d'agir, à constituer des réseaux pour la participation sur le terrain ou à mettre en place un environnement propice à la santé mentale, pourront également être retenus. L'amélioration des connaissances en matière de santé mentale et la lutte contre la stigmatisation, qui dissuade souvent les gens de chercher de l'aide, sont également des sujets acceptables.

Le CESE espère que son prix récompensera et mettra en lumière les efforts déployés jusqu'à présent par des acteurs non étatiques pour aider les personnes qui sont aux prises avec des problèmes de santé mentale. Il entend de même encourager les projets en cours et en inspirer de nouveaux, afin de souligner la contribution que ceux-ci peuvent apporter lorsqu'il s'agit d'inverser la courbe de croissance explosive que connaît cette épidémie silencieuse au sein de l'UE.

L'objectif du prix de la société civile, une initiative phare du CESE, est de sensibiliser le public à la contribution exceptionnelle que la société civile peut apporter à la création d'une identité et d'une citoyenneté européennes ainsi qu'à la promotion des valeurs communes sur lesquelles se fonde l'intégration européenne. Le prix porte chaque année sur un thème différent qui présente un intérêt particulier pour l'UE. Parmi les thèmes précédents figurent la jeunesse et l'aide à l'Ukraine, le climat et l'égalité entre les hommes et les femmes. En 2020, le CESE a décerné un prix unique de solidarité civile, consacré à la lutte contre la COVID-19.

Pour poser votre candidature, cliquez [ici](#). (II)

Rédaction

Ewa Haczyk-Plumley (editor-in-chief)
Daniela Marangoni (dm)

Contributeurs à la présente édition

Millie Tsoumani (mt)
Daniela Marangoni (dm)
Daniela Vincenti (dv)
Ewa Haczyk-Plumley (ehp)
Giorgia Battiato (gb)
Jasmin Kloetzing (jk)
Katerina Serifi (ks)
Katharina Radler (kr)
Laura Lui (ll)
Marco Pezzani (mp)
Margarita Gavanis (mg)
Margarida Reis (mr)
Pablo Ribera Paya (prp)
Aude François (af)
Thomas Kersten (tk)

Coordination

Agata Berdys (ab)
Giorgia Battiato (gb)

Technical support
Bernhard Knobloch (bk)
Joris Vanderlinden (jv)

Adresse

Comité économique et social européen
Jacques Delors Building,
99 Rue Belliard,
B-1040 Brussels, Belgium
Tél. +32 25469476
Adresse électronique: eescinfo@eesc.europa.eu

CESE info est publié neuf fois par an lors des sessions plénières du Comité. Il est disponible en 23 langues.
CESE info ne peut être considéré comme le compte rendu officiel des travaux du CESE, pour lesquels il convient de se référer au Journal officiel de l'Union européenne ou à d'autres publications du Comité.
La reproduction est autorisée à condition de mentionner la source (CESE info) et d'envoyer un lien au rédacteur en

chef.

09/2023